

INITIATIVE DES PAYS DE L'OCDE

Une nouvelle approche pour lutter contre la corruption dans les marchés publics

Les pays de l'OCDE et leurs entreprises doivent prendre des mesures plus énergiques pour lutter contre la fraude et le gaspillage dans les marchés publics, comme la construction de nouvelles écoles ou de routes, qui coûtent des milliards de dollars chaque année aux contribuables, selon l'OCDE, dans un communiqué rendu public le 31 octobre 2008.

Les pouvoirs publics doivent empêcher les entreprises de surfacturer et de tricher dans les contrats. Ils doivent expliquer aux contribuables pourquoi, par exemple, un nouveau pont est nécessaire et combien il va coûter, et doivent veiller à ce que les fournisseurs

mènent les projets à bien en respectant les budgets. Face aux pressions budgétaires énormes que les gouvernements subissent à mesure que les suppressions d'emplois se multiplient sur fond de crise financière, il est d'autant plus urgent de tirer le meilleur profit possible des investissements réalisés. Ces recommandations figurent parmi les nouveaux principes de l'OCDE pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics, qui font partie d'une initiative plus large de l'OCDE ayant pour objectif de lutter contre la corruption et d'améliorer la gouvernance.

Obligation de rendre compte

Ces dix principes (voir encadré ci-dessous) doivent aider les dirigeants à défi-

nir des lignes directrices précises pour la gestion des contrats publics. Ils reposent sur quatre axes principaux : la transparence, une gestion efficace la prévention des pratiques répréhensibles, de la fraude et de la corruption, ainsi que l'obligation de rendre compte et les contrôles. Les pays de l'OCDE rendront compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces principes en 2011. Ceci servira également à l'évaluation comparative de pays non membres dans le cadre des processus d'adhésion et d'engagement renforcé. Une liste de vérification donnant des conseils pratiques pour la mise en application de ces règles est disponible sur le

site Internet de l'OCDE. Les règles ont été élaborées en consultation avec un large éventail d'experts des secteurs public et privé de pays membres et non membres de l'OCDE, ainsi qu'avec des représentants de la société civile et d'organisations internationales, notamment les Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce.

Djilali Hadjadj

Pour en savoir plus concernant les travaux de l'OCDE sur l'éthique et la lutte contre la corruption dans le secteur public, on peut se référer au site web suivant : <www.oecd.org/gov/ethics>

X^e SOMMET INTERNATIONAL SUR LE CRIME TRANSNATIONAL ORGANISÉ LES 13 ET 14 NOVEMBRE 2008 À PARIS

Un participant nommé... Ould Abbès !

Le X^e Sommet international sur le crime transnational organisé sera consacré à une préoccupation majeure pour les gouvernements et les entreprises :

«Transparence et gouvernance globale ». Ce Forum se tiendra les 13 et 14 novembre 2008 à Paris. En marge de la rencontre, le Crans Montana Forum - UIHEI (Institut universitaire de hautes études internationales, CMF, Monaco) organise, lors de séances en fin d'après-midi, un enseignement post-universitaire consacré à «Entreprises, Etats et organisations internationales face à la corruption».

Parmi les thèmes de ce sommet, il y a «La gestion de la réputation et de l'image» et «La corruption des autorités officielles dans les nouvelles économies». Parmi les participants à cette rencontre — la liste est

publiée sur le site internet des organisateurs* —, nous retrouvons... M. Ould Abbès, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté à l'étranger, accompagné de son... directeur du protocole !

Il interviendra lors de la séance qui traitera des «Efforts des pays d'Afrique pour la mise en œuvre d'un meilleur Etat de droit». Autre participant algérien, M. Zerhouni Mohamed, conseiller au ministère de la Défense nationale, toujours selon la liste* diffusée par les organisateurs.

Par ailleurs, M. Ali Touati, vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, participera à la table ronde sur «La gouvernance et la gestion transparente des affaires publiques».

D.H.

*<www.cmf.ch/fr/events/crime_2008/main.php>

QUELQUES PRINCIPES POUR PLUS DE TRANSPARENCE DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES L'Algérie devrait s'en inspirer

Les pouvoirs publics sont ainsi encouragés à adopter, entre autres, les règles suivantes recommandées par l'OCDE : renforcer la transparence dans l'ensemble du cycle de passation des marchés publics afin d'obtenir un traitement juste et équitable des fournisseurs potentiels. Il est essentiel de produire des informations sur les principales décisions concernant les marchés publics de sorte que les inspecteurs puissent vérifier que les contrats sont attribués en toute impartialité ; veiller à ce que les instances de contrôle, telles que les auditeurs et les commissions parlementaires, s'assurent que les budgets des projets sont bien gérés, qu'ils optimi-

sent l'utilisation des deniers publics et que les projets eux-mêmes sont nécessaires ; appliquer les sanctions prévues par la loi afin de prévenir les pratiques répréhensibles ; surveiller le secteur privé afin de préserver un haut niveau d'intégrité, notamment dans la gestion des contrats ; traiter les plaintes des fournisseurs de manière équitable et rapide, y compris, le cas échéant, en élaborant de nouveaux mécanismes de règlement des différends afin d'accélérer la procédure ; et mettre à la disposition du public des informations sur les principaux contrats afin de renforcer la surveillance exercée par les médias et la société civile.

CONFÉRENCE SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE DANS LA RÉGION DU MAGHREB-MOYEN-ORIENT L'Algérie adepte de la politique de la chaise libre

Le groupe de travail OCDE-MENA (Maghreb-Moyen-Orient) sur la gouvernance d'entreprise se réunit à Doha (Qatar) aujourd'hui 10 novembre 2008, en partenariat avec le Global Corporate Governance Forum (GCGF) et la Société financière internationale (SFI). Cette réunion est co-organisée par l'institut Hawkamah pour la gouvernance d'entreprise et aura lieu à la suite de la Conférence annuelle Hawkamah qui mettra l'accent sur les principales questions actuelles de la gouvernance

d'entreprise dans la région. Réunissant de hauts responsables politiques, les régulateurs et les acteurs du marché de la région, des experts de l'OCDE et les représentants des organismes internationaux, les discussions porteront essentiellement sur la gouvernance d'entreprise des banques et des stratégies pour sa diffusion ; sur l'élaboration d'un cahier de politique économique Mena sur la gouvernance d'entreprise des entreprises d'Etat (entreprises publiques). Théoriquement, l'Algérie fait partie de ce groupe de travail,

à travers l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI) et le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements. Mais l'Algérie, a contrario de ses engagements, s'est surtout distinguée par ses absences à ce type de rencontres, comme elle l'a souvent fait au niveau du groupe de travail OCDE-Mena sur la lutte contre la corruption. Mais pourquoi s'engager officiellement, pour pratiquer par la suite la politique de la chaise vide ?

D. H.

DIX ANCIENS GOUVERNEURS NIGÉRIENS DEVANT LES JUGES

Dix anciens gouverneurs du Nigeria vont être jugés pour corruption, blanchiment d'argent et abus de pouvoir.

Les procès de onze autres anciens gouverneurs se déroulent actuellement dans différents tribunaux du Nigeria. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Umaru Yar'Adua en mai 2007, plusieurs ex-responsables politiques, parmi lesquels l'ancien président Olusegun Obasanjo, ont fait l'objet d'enquêtes, accusés de mauvaise gestion des fonds publics. Environ un tiers des gouverneurs au pouvoir durant l'ère Obasanjo, entre 1999 et 2007, ont été arrêtés et font l'objet de poursuites judiciaires depuis un an et demi.